



### Informations du Guatemala

5<sup>e</sup> année / N°207

du 6 au 12 février 1987

#### POLITIQUE

L'URNG a 5 ans

La CEE réaffirme son soutien au groupe de Contadora

Le SELA : Le Guatemala fait partie du bloc de Tegucigalpa

L'armée, juge et partie dans le cas des disparitions

Le GAM accuse l'armée

Les entrepreneurs s'interrogent sur l'activité gouvernementale

#### ECONOMIE

Le plan de collaboration CEE-CA entre en vigueur

#### INSURRECTION

L'ORPA affronte la répression de l'armée

Attaque de l'EGP contre une colonne militaire

Les FAR célèbrent leurs 24 ans

#### MOUVEMENT POPULAIRE

Augmentation de salaires à la Sécurité Sociale

Arrêts de travail dans l'enseignement

Invasions de terres immirentes

CUC : Les droits élémentaires ne sont pas respectés.

#### SITUATION SOCIALE

Des enfants guatémaltèques atteints d'avitaminose

#### DROITS DE L'HOMME

La CDHG dénonce des tueries dans le nord-ouest du pays

Deux frères assassinés, une étudiante enlevée

4°P. 12315

POLITIQUE

L'URNG A 5 ANS

Dans un communiqué diffusé le 7 février pour commémorer son 5<sup>e</sup> anniversaire, l'URNG (l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque) déclare s'être constituée face au régime qui a conduit le Guatemala à la crise économique la plus grave de son histoire, à un discrédit humain absolu et au désespoir social complet. Cinq ans plus tard, un gouvernement civil maintient le pays dans les mêmes conditions de répression, d'exploitation, d'oppression et de discrimination.

Le président Vinicio Cerezo a adopté une politique de concertation avec les secteurs les plus répressifs et les plus antipopulaires, et a renoncé aux positions en faveur du développement et des mesures sociales au profit des grands blocs capitalistes et agroexportateurs. Cette politique, qui s'ajoute à la crise économique, a entraîné une accumulation des tensions sociales, générées par les espoirs de changement, ajoute l'URNG.

Enfin, l'organisation insurgée réaffirme que, tant que les faits qui furent à l'origine de l'insurrection subsisteront, "elle ne déposera jamais les armes".

LA CEE REAFFIRME SON SOUTIEN AU GROUPE DE CONTADORA

Le 9 février, la Communauté Economique Européenne (CEE) a réaffirmé son soutien au projet de pacification en Amérique centrale, impulsé par Contadora. Ce jour-là commençait dans la capitale la troisième réunion des ministres des Relations Extérieures de la CEE, d'Amérique centrale et du groupe de Contadora. Les thèmes de la coopération économique interrégionale et d'intérêt politique général devaient être abordés.

4 ministres européens (Belgique, Espagne, Hollande et Danemark) assistaient à la rencontre ; les ministres des 8 autres pays membres de la CEE et ceux du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) avaient fait savoir qu'ils ne participeraient pas à la rencontre, ce qui a été interprété comme le fruit des diverses pressions menées par les Etats-Unis ces dernières semaines afin de saboter la réunion.

La CEE s'est engagée à octroyer 73 millions d'écus (81 millions de US dollars) aux pays centraméricains en 1987 ; ceux-ci comptaient sur au moins 120 millions d'écus (133,2 millions de US dollars). Au cours de la journée inaugurale, Mario Quinonez, ministre des Relations Extérieures a souligné que les tâches prioritaires sont le renforcement de la classe moyenne centraméricaine, l'amélioration des conditions économiques de la région et la formation de coopératives. De son côté, le ministre guatémaltèque du Développement, René de Leon, annonçait que son pays demanderait une aide substantielle à la CEE pour réaliser des programmes d'aide au développement dans le secteur agricole.

#### LE SELA : LE GUATEMALA FAIT PARTIE DU BLOC DE TEGUCIGALPA

Le 8 février, Sebastian Allegrett, secrétaire général du Système Economique Latino-Américain (SELA), a assuré que, de fait, le gouvernement guatémaltèque fait partie du "bloc de Tegucigalpa", groupe de pays alignés sur la politique nord-américaine dans la région centraméricaine. Selon Allegrett, les pays du bloc de Tegucigalpa essaient, à des degrés divers, de "ravir l'initiative au groupe de Contadora", qui, pour le Nicaragua, est "l'un des principaux canaux pour éviter l'isolement du reste de l'Amérique latine".

#### L'ARMEE, JUGE ET PARTIE DANS LE CAS DES DISPARITIONS

Le 4 février, le général Edilberto Letona, chef de l'état-major de l'armée, a déclaré que l'armée pourrait faire partie de la Commission gouvernementale qui enquête sur le sort des milliers de portés disparus au Guatemala.

Le Groupe d'Appui Mutuel (GAM) a, en de multiples occasions, dénoncé la participation directe de l'armée à l'exécution de ces délits, considérés comme des crimes contre l'humanité, et exigé que la commission chargée d'enquêter sur le sort des victimes soit composée de fonctionnaires internationaux des organismes des droits de l'homme.

#### LE GAM ACCUSE L'ARMEE

Le 3 février, le GAM a accusé l'armée d'être directement responsable de l'enlèvement, suivi de l'assassinat de deux paysannes et de la disparition d'un agriculteur, tous membres de la même famille. Les faits ont eu lieu le 27 janvier dernier.

Nineth Garcia, présidente du GAM, accuse le V<sup>e</sup> corps de la police nationale, récemment formé, ainsi que l'armée, de ces délits ; elle dénonce en outre le fait que les proches des victimes sont sous surveillance constante des éléments des deux institutions.

#### LES ENTREPRENEURS S'INTERROGENT SUR L'ACTIVITE GOUVERNEMENTALE

Le 8 février, le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières (CACIF), l'organisme représentant le secteur privé le plus important, s'interroge, dans un dépliant, sur l'attitude du gouvernement et nie "toute responsabilité" des entreprises privées dans la crise économique qui affecte le pays.

#### ECONOMIE

#### LE PLAN DE COLLABORATION CEE-CA ENTRE EN VIGUEUR

L'accord de coopération économique entre la CEE et les 6 pays centra-méricains entrera en vigueur au cours des prochains jours, après que

les gouvernements du Costa Rica et du Panama l'auront ratifié, le 9 février, a fait savoir le Secrétariat pour l'Intégration Economique Centraméricaine (SIECA).

Une commission mixte sera chargée de superviser les programmes de développement, sur les conseils et les financements de la CEE. Le montant de l'aide n'a pas encore été arrêté.

#### INSURRECTION

##### L'ORPA AFFRONTA LA REPRESSION DE L'ARMEE

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a infligé 9 pertes à l'armée au cours de deux combats dans le centre et l'ouest du pays, régions où les forces armées se livrent à des actions de terrorisme contre la population civile ; c'est pourquoi "on retrouve des corps de paysans assassinés sur les chemins, assassinats non rapportés par la presse locale", signale l'ORPA dans un communiqué diffusé le 4 février. Les combats mentionnés ci-dessus ont eu lieu le 24 janvier, dans les municipalités de Acatenango et El Tumbador, dans les départements de Chimaltenango et de San Marcos.

Selon l'ORPA, le gouvernement démocrate-chrétien "assume la répression de l'armée de la même manière et dans les mêmes termes que les gouvernements antérieurs ; les porte-parole officiels, avec une surprenante audace, rendent d'autres groupes responsables des assassinats commis par les forces de sécurité".

##### ATTAQUE DE L'EGP CONTRE UNE COLONNE MILITAIRE

Selon un communiqué du 10 février, des unités de l'Armée Guerrillera des Pauvres (EGP) ont attaqué le 19 janvier une compagnie de l'armée gouvernementale, qui menait des actions punitives contre la population civile de plusieurs localités des municipalités de Ixcán et Nebaj, dans le département de El Quiché (nord-ouest) ; l'armée a subi 6 pertes.

Toujours selon la même source, l'armée a réalisé des bombardements contre la population civile de cette région, au moyen d'hélicoptères UH-1H de la Force Aérienne Guatémaltèque lâchant des bombes de 50 kg.

##### LES FAR CELEBRENT LEURS 24 ANS

Les résultats de la gestion du gouvernement démocrate-chrétien sont relatifs, superficiels et pauvres ; sa politique de concertation avec les secteurs traditionnels du pouvoir n'a atteint qu'un équilibre très précaire, assure Pablo Monsanto, commandant en chef des Forces Armées Rebelles (FAR), l'une des composantes de l'URNG, dans un communiqué diffusé le 7 février pour le 24<sup>e</sup> anniversaire de l'organisation. Pour le dirigeant guerrillero, la politique de neutralité active

et les espoirs créés internationalement par l'accession au pouvoir d'un gouvernement civil, ont servi de recours diplomatique au président Cerezo pour obtenir des aides économiques et une reconnaissance politique, alors que, dans le pays, la pratique systématique de violation des droits de l'homme continue.

Les causes qui ont généré le processus de guerre populaire révolutionnaire au Guatemala demeurent "intactes", et même tendent à s'intensifier en raison de la frustration née des attentes suscitées principalement chez les classes moyennes et populaires de la société.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### AUGMENTATION DE SALAIRES A LA SECURITE SOCIALE

On a officiellement appris le 7 février l'augmentation de salaire de 75 quetzales/mois (32 dollars) accordée à la totalité des employés administratifs de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale (IGSS). L'accord passé entre le patronnat et les employés a désamorcé la convocation à la grève lancée pour le 9.

##### ARRETS DE TRAVAIL DANS L'ENSEIGNEMENT

L'Association Nationale de Professeurs de l'Enseignement Secondaire (ANEEM) a appelé ses membres à entamer à partir du 9 février une série d'arrêts de travail dans tout le pays, en guise de protestation contre la décision gouvernementale de licencier 500 inspecteurs de l'Education. L'ANEEM signale que la mesure visant à faire élire d'autres inspecteurs constitue en réalité une manoeuvre gouvernementale pour diviser le corps enseignant.

##### INVASIONS DE TERRES IMMINENTES

8 délégués de l'Association Nationale Paysanne (ANC), représentant 150 mille paysans de la côte sud du pays, conduits par le Père Andres Giron, ont déposé le 6 février un préavis afin que le gouvernement octroie aux paysans les terres promises ; dans le cas contraire, ils ne pourraient prévenir une invasion des domaines agricoles en cause. Les paysans, en effet, ne supportent plus les promesses du gouvernement, formulées par le président Cerezo depuis presque 10 mois.

##### CUC : LES DROITS ELEMENTAIRES NE SONT PAS RESPECTES

Le 6 février, le Comité d'Union Paysanne (CUC) a diffusé un communiqué dédié à la mémoire des 39 personnes tuées lors de l'assaut donné à l'ambassade espagnole par les forces de sécurité guatémaltèques le 31 janvier 1980. En dépit de l'existence d'un gouvernement civil et d'un projet "prétendument" démocratique, les droits élémentaires ne sont pas respectés, tels les droits à la vie, à la terre, au

travail, à l'éducation, à la libre mobilisation et à l'organisation, signale le communiqué du CUC.

Le CUC dénonce également les "actions criminelles" menées par l'armée contre les paysans dans tout le pays, le contrôle militaire de la population dans ce que l'on appelle les pôles de développement et les villages modèles, et la participation forcée des paysans aux patrouilles civiles.

#### SITUATION SOCIALE

##### DES ENFANTS GUATEMALTEQUES ATTEINTS D'AVITAMINOSE

D'après des informations publiées le 6 février par la presse locale, 100 mille enfants guatémaltèques souffrent de maladies de la vue, en raison de carences en vitamine A ; le même nombre d'enfants souffre de problèmes de nutrition en raison du coût élevé de la vie. Cette situation atteint 90% de la population totale, souffrant de maladies gastro-intestinales et broncho-pulmonaires, d'anémie, de parasitisme et de problèmes de vue.

#### DROITS DE L'HOMME

##### LA CDHG DENONCE DES TUERIES DANS LE NORD-OUEST DU PAYS

Des avions et des hélicoptères de la Force Aérienne Guatémaltèque ont bombardé de manière indiscriminée les lotissements "La 14" et "La Resurreccion", dans le département du Quiché, les 1 et 2 février.

Dans un communiqué du 7 février, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a demandé au président Vinicio Cerezo l'arrêt immédiat de ces actions répressives à l'encontre de la population civile non combattante. Selon l'organisation, des troupes basées à Playa Grande, commandées par le colonel Guido Abdala (zone militaire N°22) ont, au cours des derniers jours du mois de janvier, tenté d'intimider la population par des contrôles intempestifs.

##### DEUX FRERES ASSASSINES, UNE ETUDIANTE ENLEVEE

Selon une information de la presse locale en date du 9 février, Pedro et Alfredo Vasquez ont été assassinés par balles par des agents en civil, dans l'hacienda "Belser", municipalité de Nuevo Progreso, département de San Marcos (nord-ouest du pays).

Ce même jour, on a retrouvé le corps d'une personne non identifiée, présentant des traces de tortures, dans la plantation de San Antonio Morazan, municipalité Colomba Costa Cuca.

D'autre part, les parents de l'étudiante Lisbeth Haydee Alfaro Marroquin ont dénoncé son enlèvement par un groupe d'individus aux alentours de son domicile dans la capitale. Elle est portée disparue depuis le 21 janvier. Ses parents ont exigé le 5 février l'ouverture d'une enquête par les autorités.